



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ESPAGNE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE MADRID

N° 7 – 07 octobre 2022

En bref

Projet de budget pour 2023 : le gouvernement a présenté le 4 octobre le projet de budget pour 2023.

Exécution du plan de relance : au 14 septembre 2022, le gouvernement indique avoir transféré au total 18,4 Md€ aux régions au titre des fonds européens de relance et avoir octroyé directement des fonds pour un montant supérieur à 11 Md€.

Impact des investissements et réformes du plan de relance : la vice-présidente Nadia Calviño a chiffré cet impact à 2,6 pts du PIB annuel pendant la période 2021-2031.

Prix et consommation énergétique : d'après la 1ère évaluation de la sensibilité de la consommation d'énergie face à la hausse des prix en Espagne de la Banque d'Espagne (BdE), l'impact de la hausse des prix sur la consommation a été faible au S1 2022.

TVA gaz naturel : le conseil des ministres du 20/09 a adopté la baisse de la TVA gaz naturel de 21 à 5 % pour les entreprises et les particuliers jusqu'à la fin de l'année 2022.

LE CHIFFRE À RETENIR

+2,1 %

Prévision de croissance du PIB espagnol du gouvernement pour l'année 2023

PIB : l'Institut National des Statistiques (INE) revoit à la baisse le taux de croissance du PIB en 2019 (+2,0 %) et 2020 (-11,3 %) et à la hausse en 2021 (+5,5 %).

Inflation : selon la première estimation de l'institut national des statistiques (INE), l'indice des prix à la consommation (IPC) aurait connu une hausse interannuelle de 9 % en septembre 2022.

Chômage : selon les données du dernier baromètre d'Eurostat sur le chômage dans l'UE, l'Espagne a enregistré la baisse interannuelle la plus importante d'août (-2,2 pp) pour atteindre 12,4 %.

Zoom sur : Cadre macro-budgétaire du projet de budget 2023

Le gouvernement espagnol a présenté le cadre macroéconomique du projet de budget pour 2023. Le gouvernement prévoit une croissance de +4,4 % pour 2022 et de +2,1 % pour 2023 (révision à la baisse de -0,1 et -0,6 pp par rapport aux prévisions de juillet respectivement ; croissance de +5,5 % en 2021). En termes de déficit public, les prévisions pour 2022 et 2023 sont de 5,0 et 3,9 % du PIB respectivement (déficit de 6,9 % du PIB en 2021). Par ailleurs, la Banque d'Espagne prévoit une croissance de +4,5 % pour 2022 et de +1,4 % pour 2023.

COVID-19

Données vaccination Covid-19 (semaines 38-39)

	Semaine précédente	Semaine dernière
N° de semaine	38	39
Date des données	21/09/2022	28/09/2022
Pop. ayant reçu au moins la 1ère dose (% pop. âgée de +12ans)	39 266,0 93,1%	39 267,2 93,1%
Pop. complètement vaccinée (% pop. âgée de +12ans)	39 154,0 92,8%	39 155,6 92,8%
Doses de rappel (en milliers ; en % de la pop. complètement vaccinée)	25 968,6 66,3%	25 984,4 66,4%
Doses de rappel (en % des personnes âgées de +40 ans complètement vaccinées)	81,8%	81,9%
1ères doses pour enfants entre 5 et 11 ans	55,6%	55,7%

Source : Ministère de la santé

Actualité économique

1 Mesures de réponse à la crise et de relance

Projet de budget pour 2023 : le gouvernement a présenté le 4 octobre le projet de budget pour 2023. En matière de recettes, l'exécutif a annoncé dès le 29 septembre la hausse de

certaines impôts sur les hauts revenus et les grandes entreprises dont :

- La limitation temporaire de 50% de la possibilité de déduire de l'impôt sur les sociétés les pertes des filiales au sein d'un même groupe à hauteur de 50% en 2023 ;
- La hausse des taux de l'impôt sur le revenu pour les revenus du capital au-delà de 200 000€, passant de 26% à 27% jusqu'à 300 000€ et de 26% à 28% au-delà ;
- La création d'un impôt minimal sur le patrimoine au niveau national (cf. plus bas).

Ces mesures seront combinées avec des baisses d'impôts pour les ménages modestes, travailleurs indépendants et PME, concrètement avec :

- Un relèvement du seul minimum imposable de 14 000€ à 15 000€ ;
- Une réduction sur la base imposable pour les revenus du travail aux revenus inférieur à 21 000€ (contre 18 000€ auparavant). Ce relèvement correspond au salaire médian en Espagne ;
- Une réduction de l'impôt sur les revenus des travailleurs indépendants ;
- Une réduction du taux nominal de l'impôt sur les sociétés sera réduite pour les PME de 25% à 23%.

Quant aux dépenses, l'exécutif a annoncé plusieurs mesures qui seront insérées dans le budget dont une prolongation des réductions des abonnements de transports publics jusqu'à 50% et de la gratuité des abonnements aux réseaux de type RER dans les agglomérations pour toute l'année 2023, un renforcement de l'allocation chômage à 60% de la base de cotisation à la sécurité sociale après 6 mois au chômage (50% préalablement) et un renforcement des allocations familiales pour les familles ayant des enfants entre 0-3 ans à préciser.

Cadre macroéconomique – budget 2023

	2022	2023
PIB réel	4,4	2,1
Consommation privée	1,2	1,3
Consommation publique	-1	0,4
FBCF biens d'équipement	6,6	9,5
FBCF construction	3,8	8,4
Exportations	17,9	7,3
Importations	9,9	8,2
Capacité de financement (% du PIB)	2,5	2,9
Déflateur du PIB	4	3,8
Déflateur consommation privée	7,7	4,1
Emploi (personnes occupées) Equivalent temps plein (milliers)	2,9	0,6
Taux de chômage	12,8	12,2

Source : La Moncloa

Exécution du plan de relance : au 14 septembre 2022, le gouvernement indique avoir transféré au total 18,4 Md€ aux régions au titre des fonds européens de relance et avoir octroyé directement des appels d'offre pour un montant supérieur à 11 Md€ pour près de 53 600 projets qui ont bénéficié à 42 000 entreprises, 5 800 entités locales et 2 800 universités et centres technologiques. Sur l'année 2022, 67% des fonds de la Facilité de Relance et de Résilience prévus dans le budget ont été autorisés (18 Md€), 54% engagés (15 Md€) et 43% reconnus (12 Md€).

Impact des investissements et réformes du plan de relance : la vice-présidente Nadia Calviño a chiffré cet impact à 2,6 pts du PIB annuel pendant la période 2021-2031. Le gouvernement espagnol estime que les investissements et les réformes mises en place permettront la mobilisation d'entre 30 et 40 Md€ supplémentaires en faveur de l'économie espagnole. L'impact des réformes en 2022 serait de 0,6 pts du PIB (1,5 pts en 2023), la réforme du travail étant celle ayant le plus d'impact en termes de stabilisation macroéconomique, hausse de l'activité et de la consommation, ainsi que de réduction des inégalités et de la précarité. L'impact des appels d'offre lancés à ce stade dépasserait les 2,2 pts du PIB.

Prix et consommation énergétique : d'après la 1ère évaluation de la sensibilité de la

consommation d'énergie face à la hausse des prix en Espagne

de la Banque d'Espagne (BdE), l'impact de la hausse des prix sur la consommation a été faible au S1 2022. En termes de carburants, si les prix ont augmenté de 30,9 % pour l'essence et de 33,5 % pour le gazole par rapport au S1 2019, la consommation au S1 2022 a augmenté de 6,7 % et diminué que de 6,5 % respectivement. L'étude considère que ces résultats peuvent s'expliquer partiellement par une évolution du parc automobile espagnol, avec une augmentation du poids relatif des voitures à essence par rapport à ceux à gazole. En ce qui concerne l'électricité, la consommation au S1 2022 a diminué de 3,7 % par rapport à 2019 : cette faible baisse pourrait s'expliquer par une expectative de la part des ménages et des entreprises que les changements de prix soient temporaires, les quelques mesures compensatoires pour les groupes plus vulnérables et la disponibilité de l'épargne accumulé pendant la crise sanitaire.

TVA gaz naturel : le conseil des ministres du 20/09 a adopté la baisse de la TVA gaz naturel de 21 à 5 % pour les entreprises et les particuliers jusqu'à la fin de l'année 2022. La mesure pourrait être prolongé jusqu'en 2023 si nécessaire.

2 Macroéconomie

Principales prévisions macroéconomiques (septembre – octobre 2022)

Année	Croissance PIB		Inflation		Taux de chômage	
	2022	2023	2022	2023	2022	2023
Funcas (think tank)	4,2	2	8,9	4,8	12,7	11,8
Standard & Poor's	4,5	1,6	-	-	-	-
OCDE	4,4	1,5	9,1	5	-	-
CEOE (association d'entreprises)	4,3	1,5	8,8	3,5	13	12,7
Santander (banque)	4,3	1,4	9,3	5	13,2	13,6
Banque d'Espagne	4,5	1,4	8,7	5,6	12,8	12,9

PIB : l'Institut National des Statistiques (INE) revoit à la baisse le taux de croissance du PIB en 2019 et 2020 et à la hausse en 2021. Selon la dernière révision des données de la comptabilité nationale, l'impact de la crise sanitaire aurait été plus important que prévu en 2020 avec un recul historique du PIB de 11,3%, contre 10,8% selon l'estimation précédente. En revanche, le rebond de 2021 aurait été plus important que prévu initialement, de 5,5% contre 5,1% préalablement, en raison principalement d'une évolution plus dynamique prévu de la consommation privée (+6,0% contre +4,6% préalablement). Par ailleurs, la croissance du PIB en 2019 aurait été moindre que prévu initialement, de 2,0% au lieu de 2,1%. Pour 2022, l'INE estime que l'activité aurait reculé de 0,2% au 1er trimestre et rebondit d'1,5% au 2ème trimestre, soit des révisions de -0,4 pp et de +0,4 pp respectivement.

Inflation : selon la première estimation de l'institut national des statistiques (INE), l'indice des prix à la consommation (IPC) aurait connu une hausse interannuelle de 9 % en septembre 2022 (vs. 10,5 % en août).

3 Finances publiques

Impôt sur les « grandes fortunes : La ministre espagnole des comptes publics, María Jesús Montero, a annoncé la création d'un nouvel impôt national sur le patrimoine. Il s'agit d'un projet d'impôt de nature temporaire, qui devrait être mis en œuvre en 2023 pour 2 ans, avec une possibilité de prolongation. Seront concernées les personnes dont le patrimoine excède 3 000 000€ (hors résidence principale et entreprise familiale) avec 1,7% jusqu'à 5M€, puis de 2,1% jusqu'à 10M€ et enfin 3,5% au-delà.

Les personnes qui sont déjà redevables de l'impôt sur le patrimoine au niveau régional (taux et seuils variables selon les régions) ne seront pas imposées deux fois ; le nouvel impôt fonctionnerait comme un minimum et ne serait payé que lorsqu'il excède l'impôt régional (et à hauteur de la différence).

L'exécutif estime que 23 000 contribuables seraient concernés avec un recouvrement anticipé d'1,5 Md€.

Déficit public : au 1er semestre 2022, le déficit des administrations publiques s'élevait à 30,5 Md€ (2,33% du PIB), soit -45,4% par rapport à la même période en 2021. Par administration, l'État central enregistre un déficit de 21,8 Md€ (1,67% du PIB, soit -42,5% par rapport à 2021), les régions un déficit de 8,2 Md€ (0,62% du PIB, soit -9,1% par rapport à 2021) et les entités locales de 0,9 Md€ (0,08% du PIB, soit -12,9% par rapport à 2021). En revanche, la sécurité sociale a obtenu un surplus de 0,9 Md€ (0,07% du PIB, soit -113% par rapport à 2021).

Dettes publiques : La dette des administrations publiques s'élèverait à 1 475 Md€ au 2ème trimestre 2022, soit une hausse interannuelle de +3,6 %, atteignant 116,1 % du PIB, au-dessus de l'objectif du gouvernement établi dans le plan de stabilité pour l'année 2022 (115,2 %). Le taux d'emprunt de l'Etat espagnol poursuit sa hausse et atteint 3,2% pour les obligations à 10 ans (+275 p.b. en 1 an). La prime de risque, calculée en écart de taux avec l'obligation allemande, continue sa lente mais progressive ascension (à 122p.b., soit +54p.b. en un an).

4 Emploi

Chômage : selon les données du dernier [baromètre d'Eurostat sur le chômage dans l'UE](#), l'Espagne a enregistré la baisse interannuelle la plus importante d'août (-2,2 pp) pour atteindre 12,4 %. Malgré ce résultat, le taux de chômage espagnol reste le plus élevé de l'UE-27 (à la 2ème position derrière la Grèce -28,6 % en termes de chômage des jeunes avec 26,6 %). Selon les données du service public de l'emploi espagnol, le nombre de chômeurs a augmenté de 17 679 personnes en septembre, portant le total à 2 941 919 personnes.

Affiliations à la sécurité sociale : le marché du travail résiste en septembre avec 51 079

nouveaux affiliés cvs. Au total, l'Espagne compte fin septembre avec 20,2 M d'affiliés cvs à la sécurité sociale, soit près de 385 000 nouveaux affiliés cvs depuis le début d'année et près de 729 000 nouveaux affiliés cvs par rapport à août 2021, lorsque le niveau prépandémie a été dépassé.

Salaires réels : d'après le rapport sur [les perspectives des marchés du travail dans les pays de l'OCDE en 2022](#), l'OCDE prévoit une chute de -4,5 % des salaires réels en Espagne en 2022. Selon l'institution, si les salaires nominaux auraient augmenté en 2021 en raison d'une pénurie de main d'œuvre dans les secteurs du tourisme, l'agriculture, la construction et la technologie, cette hausse reste insuffisante pour protéger le pouvoir d'achat dans le contexte actuel d'inflation. L'Espagne serait le 2ème pays ayant la chute la plus importante après la Grèce (-6,9 %).

5 Entreprises

Industrie : l'indice (PMI) du secteur industriel fléchit pour l'Espagne à 49 en septembre (variation de -0,9 pt par rapport à août). Il s'agit du 3ème mois consécutif à la baisse, les résultats de septembre étant en dessous de ceux attendus (49,2).

Enchères 5G : le gouvernement espagnol met en place les procédures nécessaires pour lancer ses enchères sur les 26 GHz dès la fin de l'année, un des jalons du S2 inclus dans le plan de relance. Le ministère d'affaires économiques et transformation numérique a lancé une consultation publique concernant les conditions de l'adjudication : le prix de départ des enchères sera d'environ 105 M€ avec 12 concessions nationales et 38 concessions régionales pour une période de 20 ans (prorogeable pour 20 ans supplémentaires).

6 Immobilier

Aides au logement : le budget 2023 prévoit un nouveau programme pour le logement abordable (260M€). Le programme sera géré par l'entreprise publique de gestion des sols (SEPES). Les détails du plan ne sont pas encore connus.

Taux d'emprunt : le taux moyen des prêts immobiliers de plus de 3 ans poursuit sa hausse, et atteint de 2,2% en Espagne en août (dernière donnée disponible). Avec la nouvelle hausse des taux directeurs de la BCE (+75 p.b.) en septembre, le taux d'intérêt devrait poursuivre sa hausse cet automne.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international